vinetur

Haus Cramer conclut un accord pour supprimer 125 postes sur son site de Warstein

L’accord avec les représentants du personnel vise à achever la réduction des effectifs d’ici à la fin de 2026, en privilégiant les mesures volontaires.

mercredi 18 novembre 2026



Le groupe Haus Cramer a annoncé mardi 17 novembre avoir achevé les négociations avec les représentants du personnel au sujet de la suppression prévue d'environ 125 postes sur son site de Warstein. Les modalités de cette réduction ont été définies, l'entreprise souhaitant la mener à bien d'ici à la fin de 2026.

L'entreprise a indiqué que la direction et les représentants du personnel étaient parvenus à un accord qu'elle a qualifié de constructif, destiné à mettre en œuvre les suppressions de postes dans des conditions socialement responsables. Selon elle, le processus reposera sur des mesures volontaires des deux parties.

Un tiers environ des postes concernés devraient disparaître à la suite de départs à la retraite et de l'arrivée à échéance de contrats temporaires. Si ces mesures ne permettent pas d'atteindre le nombre de suppressions prévu, l'entreprise et les représentants du personnel sont convenus d'un dispositif comprenant un accord sur les modalités de la restructuration et un plan social, cadre couramment utilisé en Allemagne pour gérer les suppressions d'emplois et accompagner les salariés concernés.

Bodo-Joachim Wendenburg, directeur général et directeur de la restructuration du groupe Haus Cramer, a déclaré que l'issue des discussions permettrait à l'entreprise de réduire ses effectifs tout en proposant ce qu'il a qualifié de solution équitable aux salariés concernés. Il a ajouté que l'accord permettrait également au groupe d'aborder l'exercice 2027 avec un effectif ramené à 600 salariés sur le site de Warstein.

L'entreprise n'a pas précisé quels services seraient concernés ni si les suppressions de postes s'accompagneraient d'autres changements opérationnels. Dans le communiqué publié mardi, elle n'a pas non plus révélé les modalités financières du plan social.

L'accord donne un calendrier plus précis à un processus de restructuration déjà annoncé sur le site de Warstein. En indiquant que la réduction des effectifs devrait être achevée d'ici à la fin de 2026, l'entreprise s'est fixé un délai court pour mettre en œuvre les mesures et ajuster les effectifs avant le début de 2027.

Pour le secteur allemand des boissons, cette décision illustre une nouvelle fois l'ampleur que peuvent prendre les pressions liées aux restructurations dans des activités brassicoles bien établies et parmi leurs effectifs industriels. Des suppressions de postes de cette ampleur peuvent témoigner de l'intensité des mesures de réduction des coûts et d'amélioration de l'efficacité auxquelles sont confrontés les producteurs, même lorsque les entreprises cherchent à les gérer par la négociation et des départs volontaires plutôt que par des licenciements immédiats.

La réduction des effectifs à Warstein montre également le rôle central des négociations sociales dans l'industrie manufacturière et la production de boissons en Allemagne, où directions et représentants des salariés consacrent souvent plusieurs mois à définir les modalités des restructurations. Dans ce cas, le groupe Haus Cramer a indiqué que les deux parties souhaitaient créer les conditions d'une mise en œuvre socialement acceptable de ce qu'il a qualifié de réduction nécessaire des effectifs.

Wendenburg a remercié le comité d'entreprise pour ce qu'il a qualifié de négociations constructives, ainsi que les salariés pour leur engagement durant cette phase qu'il a décrite comme difficile. Il a déclaré estimer que l'accord avait créé une condition importante pour l'avenir de l'entreprise.

Le communiqué ne précise pas combien de salariés ont déjà accepté de partir dans le cadre du dispositif volontaire, ni si l'entreprise pense pouvoir éviter entièrement les licenciements contraints. Il n'indique pas non plus si de nouvelles réductions d'effectifs pourraient être envisagées après 2026.

Le cadre annoncé mardi laisse néanmoins penser que l'entreprise cherche à concilier une réduction importante de ses effectifs avec un processus susceptible d'être accepté par les représentants du personnel et de limiter le risque de conflit ouvert sur l'un de ses principaux sites de production. Avec des effectifs attendus à 600 salariés à Warstein, l'accord marque une contraction notable des effectifs d'une entreprise qui reste suivie de près sur le marché allemand de la bière et dans l'ensemble du secteur des boissons.